

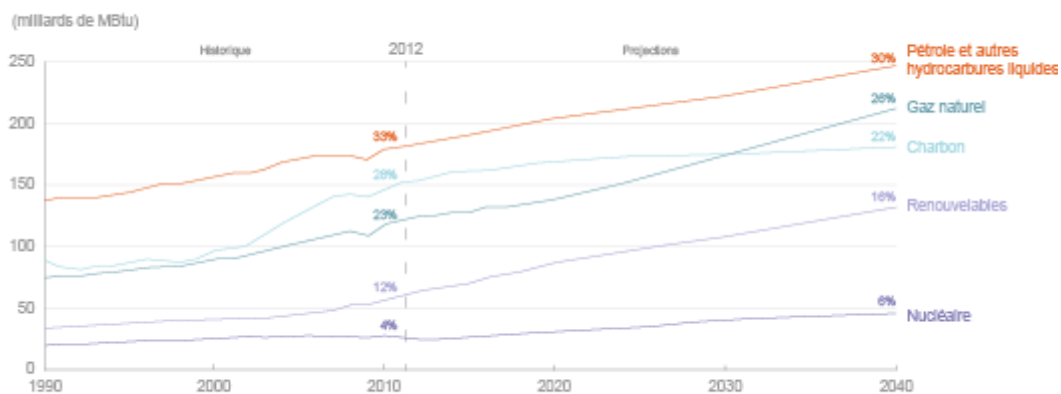
Licence 3 Géographie / Aménagement, Environnement

TD Paysage et ressources naturelles : impact et effet des politiques

1. En deux phrases, expliquez chaque document.
2. Expliquez les tendances actuelles et futures en matière de consommation d'énergie et en termes de population (Utilisez des données chiffrées).
3. Expliquez les problématiques actuelles liées à l'exploitation du pétrole, en prenant.
4. Expliquez-en quoi l'exploitation de pétrole affecte les paysages de par le monde ?
5. Quelles perspectives ?

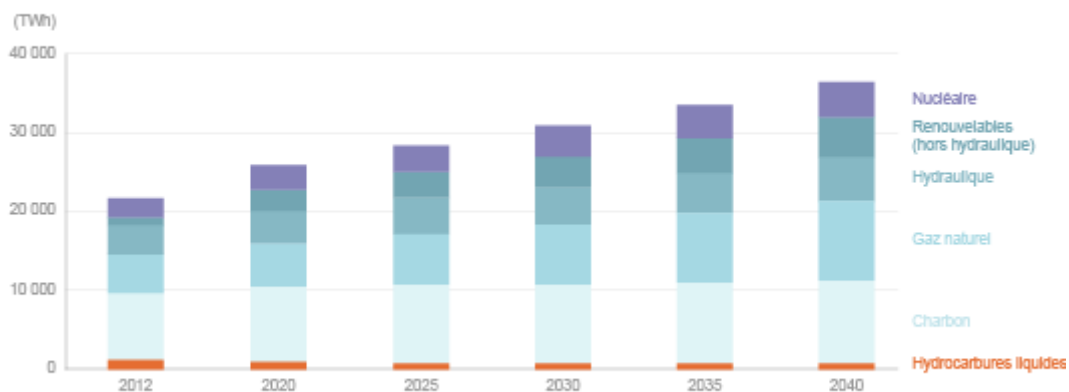
Document 1 : Energies, entre production, consommation et émission de par le monde.

Évolution de la consommation d'énergie dans le monde



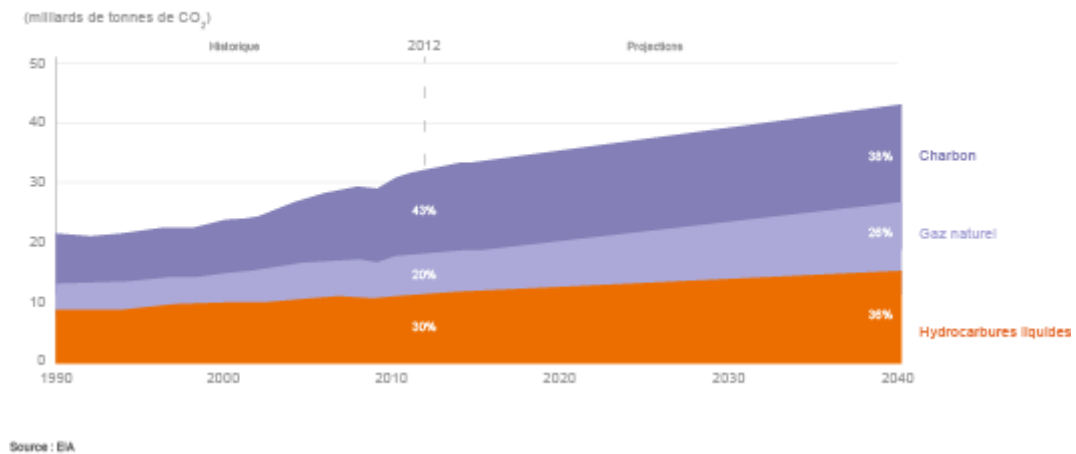
Source : EIA

Sources de production d'électricité dans le monde



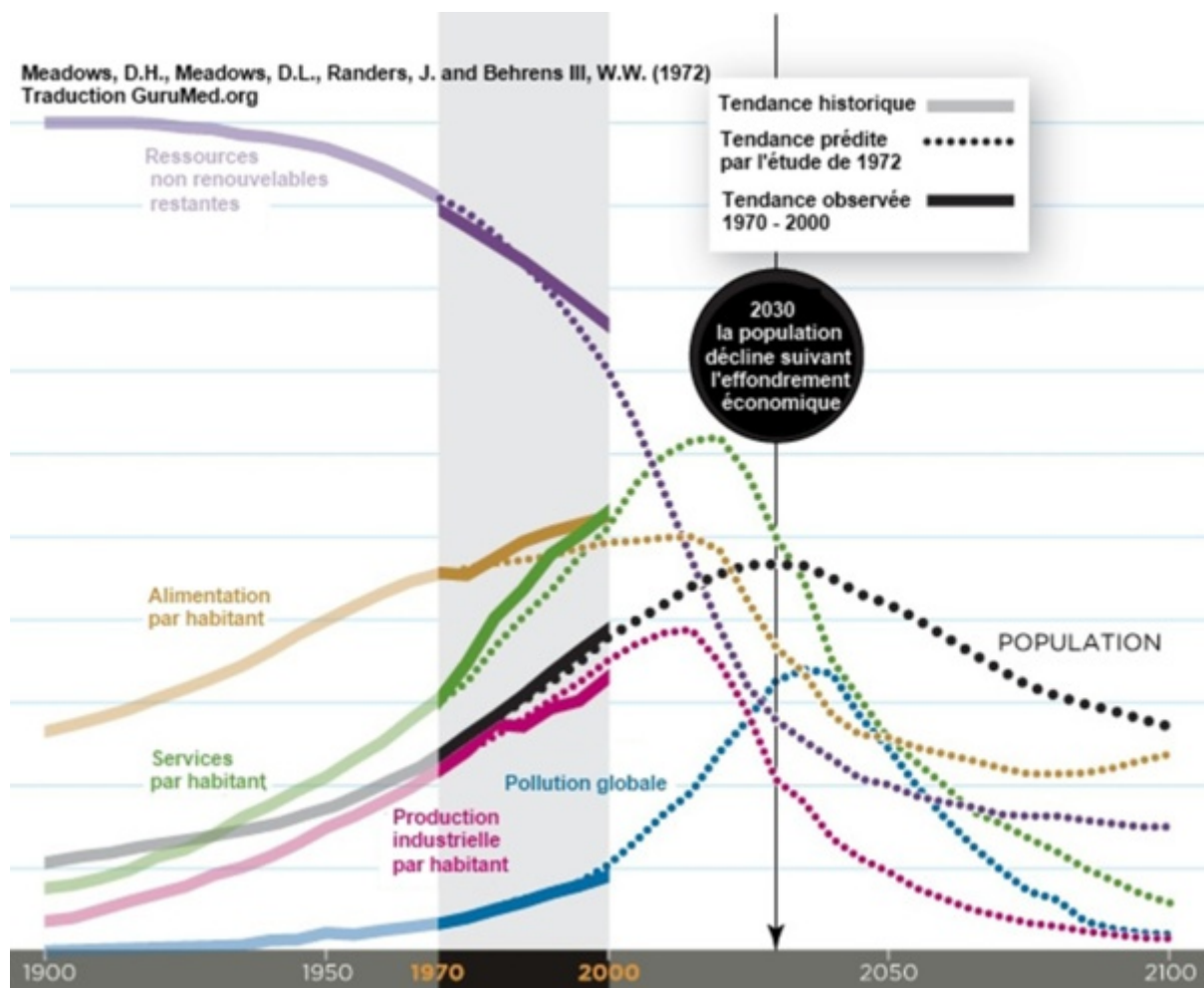
Source : EIA

Répartition des émissions mondiales de CO₂ liées à l'énergie



Source : Connaissance des Énergies, d'après U.S. Energy Information Administration

Document 2 : Croissance économique, population et ressources naturelles



Source : Graphique issu du rapport *The Limits To Growth*, commandé par le Club de Rome au MIT en 1972 et actualisé en 1992 et 2004. (Crédit : DR)

Document 3 : Energies et ressources naturelles aux USA

Trump ampute de plus de moitié deux parcs naturels considérés comme monuments nationaux en Utah

Par [Sarah Sermondadaz](#) le [13.12.2017 à 14h31](#)



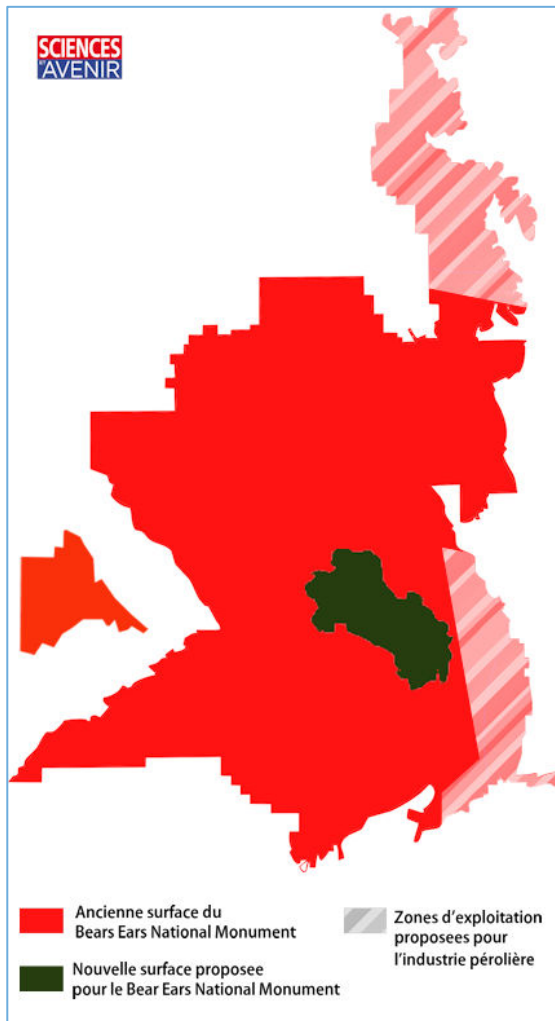
Le président américain Donald Trump vient de réduire de respectivement 45 et 85% deux parcs nationaux américains. Une décision qui ouvre la région à l'exploitation des hydrocarbures, mais qui laisse sans protection des trésors archéologiques et géologiques.

Le site de Cedar Mesa, dans le parc de Bears Ears National Monument en Utah.

Sous Trump, les parcs naturels américains vont-ils progressivement se réduire à une peau de chagrin ? Le président américain [Donald Trump](#) a amputé, début décembre 2017, deux monuments nationaux de l'Utah, marquant le plus important retour en arrière en la matière en plus d'un siècle. *Bears Ears National Monument*, créé en décembre 2016 par Barack Obama, va ainsi perdre 85% de sa surface originelle de 546.000 ha. Pour *Grand Staircase-Escalante National Monument*, créé en septembre 1996 par Bill Clinton, la perte s'élève à 45% sur 763.000 ha. De nombreuses voix s'élèvent contre cette décision qui va "mettre en danger des trésors géologiques et archéologiques" et qui pourrait ouvrir la voie à l'exploitation pétrolière des zones retirées. Le point en quelques cartes.

Des trésors archéologiques et géologiques hors de protection

Cela faisait plusieurs mois que la décision était attendue. Il ne s'agit en réalité pas d'une décision prise par le seul président Trump, puisqu'elle était également souhaitée par le gouverneur de l'Utah, le républicain Gary Herbert. Selon une enquête du [média local Salt Lake Tribune](#), publiée à la mi-septembre 2017, ce dernier aurait soumis au secrétaire de l'intérieur américain une proposition amputant Bears Ears National Monument de 90% ! Soit une réduction encore plus drastique que celle qui a finalement été actée par le président américain... À noter que la proposition de l'élu faisait état de zones ouvertes à l'exploitation gazière et minière (en bleu ci-dessous), prises sur les surfaces aujourd'hui gérées par le Bureau of Land Management américain.



Réductions du Bear Ears National Monument initialement proposées par l'Utah au gouvernement américain / Données : Salt Lake Tribune

Ces décisions ont provoqué un tollé médiatique. Elles ont notamment indigné des tribus amérindiennes, qui jouissaient de certaines des terres de ces parcs naturels, ainsi que des défenseurs de l'environnement. Certaines de ces organisations ont porté plainte dès le 4 décembre 2017, et accusent Donald Trump et ses alliés de piller les ressources de la zone. Les régions concernées abriteraient plus de 100.000 sites archéologiques, comprenant de l'art rupestre datant d'au moins 5.000 ans, ainsi que des restes de [21 espèces de dinosaures](#).

Peuples indigènes et organisations de protection de l'environnement ont porté plainte

"Donald Trump supervise la plus importante élimination des zones protégées de l'histoire des Etats-Unis, a déploré l'organisation de protection de l'environnement Friends of the Earth. Démanteler ces parcs est le dernier cadeau de Trump aux intérêts économiques qui ont soutenu sa campagne. Cette action sans

précédent se terminera devant les tribunaux". Dix organisations de protection de l'environnement dont le Sierra Club et la Wilderness Society ont également porté plainte devant un tribunal de la capitale fédérale Washington. Elles dénoncent une "proclamation illégale" de Donald Trump qui va "mettre en danger des trésors géologiques" et archéologiques. "C'est un jour triste pour les peuples indigènes et pour l'Amérique", a pour sa part écrit la Nation Navajo dans un communiqué, ajoutant qu'elle allait, aux côtés de "quatre autres tribus (...), porter plainte contre l'administration" Trump.

Le sort des autres monuments nationaux incertain

Ces 2 parcs ne pourraient être qu'un début. Cette initiative soulève en effet des interrogations sur l'avenir de toutes les zones de conservation créées en vertu d'une loi de 1906, appelé *Antiquities Act*, qui donne [le droit au président américain](#) "de désigner les monuments nationaux sur les terres fédérales afin de protéger les zones d'intérêt historique ou scientifique". Or, selon Donald Trump, "cette loi requiert de mettre à l'abri les plus petites zones possibles", ce dernier considérant que "de précédents gouvernements ont ignoré cette norme et utilisé la loi pour bloquer des millions d'hectares de terres et d'eau sous strict contrôle" fédéral. Il existe une [centaine de monuments nationaux aux États-Unis](#). Le sort de 27 d'entre-eux, dont Bear Ears National Monument, est [en suspens depuis août 2017](#). Ces derniers pourraient subir un sort similaire

Source : <https://www.sciencesetavenir.fr>

Document 4 : Parc des Virunga - Controverse autour de l'exploitation du pétrole

Faut-il exploiter ou non le pétrole dans le parc des Virunga, un site pourtant inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO? Cette question est au cœur de vifs débats au sein de la classe politique congolaise, des organisations non gouvernementales locales et internationales, des experts économiques et même au niveau des institutions gouvernementales.

Le gouvernement congolais a l'ambition de conduire le pays à l'émergence, à moyen terme. Pour y arriver, les autorités de la République Démocratique du Congo veulent mettre à contribution les ressources naturelles du pays, au nombre desquelles figurent les hydrocarbures. Certains gisements pétroliers se trouvent dans des sites à grandes valeurs biologiques et écologiques, telles que les aires protégées. Les lois du pays, notamment celles relatives à la conservation de la nature et à l'environnement ainsi que les lois internationales que le pays a ratifiées, interdisent les activités extractives dans ces genres de site. Le cas du Parc National des Virunga, situé à l'est de la RDC, illustre bien ce contraste.

En décembre 2007, le gouvernement congolais a octroyé à des multinationales européennes des concessions pétrolières (blocs III, IV et V) qui juxtapotent le Parc National des Virunga sur environ 85% de sa superficie. La compagnie pétrolière britannique Soco International PLC, détentrice du permis sur le bloc V, est la seule qui a réalisé des activités d'exploration pétrolière. Son bloc couvre la totalité du Lac Edouard inclus dans le Parc des Virunga. En réaction à cette attribution des blocs pétroliers, les organisations nationales et internationales œuvrant dans le secteur environnemental et les droits de l'homme ainsi que quelques partenaires de la RDC se sont mobilisées pour réclamer l'annulation pure et simple de ces permis pétroliers.

Que reproche-t-on à cette décision gouvernementale?

«Le contrat de partage de production signé par la République Démocratique du Congo viole les lois congolaises comme celle relative à la conservation de la nature et celle portant principes fondamentaux de l'environnement qui proscrie toute activité extractive dans une aire protégée ; il viole aussi les lois internationales auxquelles le pays a souscrit», a indiqué René Ngongo, Président de la Commission Environnement du Conseil Socio-économique de la RDC.

Pour Pascal Muko de l'ONG EST œuvrant au Nord Kivu, le projet d'exploitation du pétrole dans le Parc National des Virunga est une provocation pure et simple des communautés locales dont la survie dépend de ce site. «Nous n'avons pas été préalablement informés de l'existence d'un contrat de partage de production du bloc V entre notre gouvernement et la compagnie pétrolière Soco. Le principe du CLIP n'a pas été respecté. La communauté locale, dépendante de ces ressources naturelles devrait consentir à ce projet avant sa mise en œuvre. C'est un projet qui nous a été imposé. La vie de la communauté vivant autour du lac Edouard n'est pas négociable. Il n'y a jamais eu d'exploitation du pétrole sans pollution dans le monde. Nous pensons que la gestion rationnelle du Parc National des Virunga apporterait plus des recettes au Gouvernement et pour longtemps que l'exploitation du pétrole qui ne dépasse pas 30 ans», conclut Pascal.

Malgré toutes ces contestations, la compagnie pétrolière a obtenu différentes autorisations et outre les tests aéromagnétiques et aérogravimétriques, elle a réalisé les tests sismiques, avec

l'encadrement d'un comité de suivi environnemental et écologique établi par le ministère de l'environnement.

En compensation pour le manque à gagner, pendant les tests sismiques, une somme de 187.000 dollars américains devrait être remise aux pêcheurs du lac Edouard à qui l'accès était interdit. « Durant la phase de prospection pétrolière de Soco, nous avons été empêchés d'accéder au lac Edouard », soupire Silvain Nganduli, pêcheur de Vitshumbi, un village des pêcheurs situé dans le Parc National des Virunga. « Sans une autre activité alternative, imaginez ce que nous avons dû endurer pendant ce temps avec nos familles. Et la compensation promise aux pêcheries n'a jamais été reçue ». Tout comme Silvain, plus de 50.000 personnes vivant dans les pêcheries autour du lac Edouard dépendent de ses ressources pour leur survie.

En octobre 2013, le WorldWild Fund (WWF) a déposé une plainte à l'encontre de Soco auprès de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE), stipulant que la société pétrolière ne respectait pas les normes de responsabilité sociale des entreprises internationales. A la suite de cette plainte, en juin 2014, Soco a pris l'engagement de ne pas procéder au forage dans le parc des Virunga, à condition que le Gouvernement congolais et l'UNESCO l'autorisent. « Certes, Soco a suspendu ses activités, mais tant que le permis pétrolier n'aura pas été annulé, la menace du pétrole continuera à planer sur Virunga », s'inquiète Gervais Kyambula, coordonnateur de l'ONG MERVI.

Déclaration des politiques congolais pour un possible déclassement

Dans une interview accordée à la BBC en mars 2015, le Premier ministre, Matata Ponyo, a fait savoir la volonté du gouvernement de négocier avec l'Unesco pour obtenir la désaffectation d'une partie du parc des Virunga au profit de l'exploitation pétrolière.

Au mois d'août passé, l'ancien Ministre des hydrocarbures Crispin Atama, intervenant sur la radio Okapi, a indiqué que Soco a suspendu ses activités pour laisser le gouvernement, propriétaire du sol et du sous-sol, qui a la souveraineté permanente sur le parc de négocier avec le patrimoine mondial.

Ces déclarations des politiques congolais démontrent la volonté du gouvernement de développer la ressource. Par contre, les acteurs de la société civile hostiles à l'exploitation pétrolière, sont préoccupés par le risque de modification des limites actuelles du Parc National des Virunga autour du lac Edouard à des fins d'exploitation pétrolière. « Une telle modification entraînerait des conséquences désastreuses sur les écosystèmes et les opportunités économiques que le parc développe, à travers l'Alliance Virunga », a déclaré René NGONGO. L'Unesco opposé à l'exploitation pétrolière dans le Parc.

Depuis que l'on soupçonne la présence du pétrole aux Virunga, l'Unesco s'est maintes fois opposé à ce projet jugé incompatible avec le statut du site.

Déjà, lors de la 34^e session du patrimoine mondial, organe de décision de la Convention, à Brasilia, l'UNESCO s'inquiétait des conséquences éventuelles d'une possible exploitation pétrolière sur les écosystèmes et la biodiversité du Parc. Depuis lors jusqu'à ce jour, le comité du patrimoine mondial, n'a cessé de réitérer sa demande à l'Etat congolais d'annuler tous les permis d'exploration pétrolière se trouvant à l'intérieur du parc.

Contacté, Luis Rodriguez, chargé de programme du patrimoine mondial de l'UNESCO-RDC a réaffirmé la position du Comité du Patrimoine mondial, à savoir : l'exploration et l'exploitation pétrolières et gazières sont incompatibles avec le statut de site du Patrimoine mondial, dont la valeur universelle exceptionnelle doit être strictement préservée. Cette position de l'UNESCO est diversement commentée dans l'opinion congolaise.

La violation des lois congolaises et des conventions internationales met les autorités congolaises et tout le pays dans une situation inconfortable vis-à-vis des communautés concernées, de la société civile et des différents partenaires et investisseurs. Si ceux qui sont censés faire respecter la loi ne le font pas, on n'est pas loin de tomber dans l'arbitraire et l'instabilité.

« Le Parc des Virunga est un site de la République Démocratique du Congo classé au patrimoine mondial. Il est inadmissible d'empêcher le pays de procéder ne serait-ce qu'à l'évaluation pour connaître la qualité, la quantité ainsi que la valeur de ses ressources », a confié l'Expert économiste AL Kitenge à InfoCongo. « Lorsqu'on connaît la valeur de ses ressources, on peut être à mesure de lever les capitaux pour développer le pays. Ça, c'est la responsabilité des politiques congolais face aux citoyens congolais qui vont leur demander des comptes et non face aux ONGs. Dans les eaux arctiques, les pays occidentaux sont en train de faire le test pour voir comment ils peuvent exploiter le gaz de schiste. Cette réalité est juxtaposable sur la réalité congolaise », a-t-il renchéri.

Pétrole aux Virunga, un dossier à plusieurs rebondissements et discordances

Le dossier pétrole aux Virunga a fait couler beaucoup d'encre et de salives, il a aussi connu plusieurs rebondissements que d'aucuns qualifieraient de tergiversations de la part du gouvernement congolais. En 2010, Soco a lancé les premières investigations préalables aux travaux d'exploration pétrolière dans le bloc V, sans préalablement réaliser une Etude d'Impact Environnementale. La même année, les conclusions et propositions de son étude sur le bloc V ont été rejetées par l'ICCN puis par le Ministère de l'Environnement. En 2011, suite aux préoccupations exprimées par l'UNESCO vis-à-vis de ce projet, la RDC a suspendu les activités de prospection pétrolière dans le parc des Virunga.

En 2012, malgré cette pression, le gouvernement de la RDC a accordé à Soco un certificat d'acceptabilité environnementale pour ses campagnes d'acquisition des données aéromagnétiques et aérogravimétriques. Ce revirement du gouvernement a été mal perçu et a alimenté diversement les commentaires des acteurs. La problématique Virunga a fait voir des discordances même au sein des équipes gouvernementales.

A titre illustratif, deux ministres du gouvernement Matata II ont affiché leur divergence de vue sur la problématique pétrole aux Virunga dans la presse. Celui de l'environnement a déclaré à l'AFP qu'il n'est pas favorable au pétrole dans le Virunga, alors que celui des hydrocarbures réaffirmait sur Radio Okapi, la volonté du gouvernement de poursuivre avec l'exploitation.

Le Parc National des Virunga, moteur de développement

Créé en 1925, et étendu sur 790.000 hectares, la Virunga est le plus ancien des parcs nationaux d'Afrique. Il est reconnu, notamment, pour l'observation des gorilles de montagne en milieu naturel, l'ascension au volcan Nyiragongo et au Mont Ruwenzori. Sa diversité

d'habitats , allant des marécages et des steppes jusqu'aux neiges éternelles du Ruwenzori, à plus de 5.000 m d'altitude, en passant par les plaines de lave et les savanes sur les pentes des volcans fait de ce parc un site exceptionnelle qui abrite une très grande diversité d'espèces végétales et animales. Pour les partisans de l'exploitation pétrolière, le gouvernement de la RDC pourrait se servir des recettes pétrolières pour développer le pays et réduire ainsi la pauvreté et les inégalités sociales.

Le Gouvernement de la RDC n'a jamais nié que Virunga soit le plus beau parc au monde qui peut attirer beaucoup de touristes et contribuer à l'économie congolaise. Le Gouvernement a eu l'occasion de réunir les techniciens qui connaissent les méthodes et techniques susceptibles d'explorer et au besoin exploiter le pétrole sans détruire la biodiversité. «Est-ce que la conciliation de la protection et la production du pétrole n'est possible qu'ailleurs et non en RDC ?» questionne l'Honorable Nzekuye interviewé par Radio Okapi à Kinshasa.

Les acteurs environnementaux reprochent à certains leaders politiques de ne prendre en compte que les intérêts à court terme.

La vie d'un puits de pétrole varie de 20 à 40 ans, faut-il vraiment sacrifier ce joyau de l'humanité pour une exploitation du pétrole non durable, et qui ne va pas contrairement à ce que beaucoup des gens disent, créer des emplois, surtout que le raffinage ne se fera pas en RDC. Quelques sentinelles, quelques chauffeurs seront embauchés, seul un petit noyau de gens en RDC va tirer profit de ce pétrole. Quand on parle économie, il faut voir aussi la durabilité. Les projets qui sont en train d'être mis en œuvre par l'Alliance Virunga et qui constituent une réponse durable pour la province du Nord Kivu et les communautés.

Les réserves pétrolières ne sont pas toutes faites pour être exploitées aujourd'hui, mais il faut qu'on en connaisse la valeur et qu'on soit en mesure de décider de la manière dont on va les utiliser. L'option première devrait être la constitution des titres pour la levée des capitaux susceptible de contribuer au développement du pays. Si nous connaissions de manière certifiée la valeur de nos réserves nous pourrions être sûr, même sans exploiter, d'emprunter de l'argent pour développer le pays. Et ça c'est la responsabilité des politiques congolais.

Le gouvernement devrait attendre la réalisation de l'Etude Environnementale Stratégique sur la partie nord du rift albertin, demandée par le Ministère de l'Environnement et Développement Durable en 2011, car capable de lui fournir des recommandations sur les meilleures options pour le pétrole pour la région.

Vraisemblablement, la question de l'exploitation pétrolière divise l'opinion. L'issu de ce dossier permettra de définir l'avenir de la conservation de la nature, mieux l'avenir des aires protégées en RDC. Entre les besoins économiques à court terme et la conservation des ressources naturelles à long terme, quelle est la meilleure option pour le pays ?

Par Augustine Kasumbule / 21 Octobre, 2015

Source : <https://www.worldpulse.com/fr/community/users/afymab/posts/62117>